

Contre la régression sociale et la répression NE PLUS ATTENDRE ET UNIR LES LUTTES DE CEUX ET CELLES QUI RÉSISTENT À LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

BULLETIN NPA ALCOA ST COSME

11 FEVRIER 2016

Jeudi 4 février, à Paris et en Province, plusieurs milliers de salariés ont manifesté leur solidarité aux 8 travailleurs de Goodyear, condamnés à neuf mois prison ferme. Une condamnation sans précédent, qui ne s'explique que par l'acharnement du gouvernement à cogner sur les Goodyear. C'est lui et lui seul qui a maintenu les poursuites et requis de la prison par l'intermédiaire du « parquet », malgré le retrait des plaintes des cadres et de la direction.

Ces lourdes condamnations marquent sa volonté d'amplifier sa politique de criminalisation de ceux et celles qui entrent en résistance contre une politique entièrement au service du patronat et des intérêts financiers. Une criminalisation qui se retrouve dans la multitude des cas de répression syndicale et sociale de ces derniers mois.

Pourtant, ce n'est pas la démoralisation qui prédominait chez les manifestants, mais plutôt l'idée – comme l'a dit Mickaël Wamen, de la CGT Goodyear – qu' « on est tous condamnés à agir ! ».

La vraie violence, c'est celle du capitalisme

Augmentation des charges de travail à la limite du supportable, gel des salaires et partout, des milliers de licenciements « pour créer de l'emploi, de l'activité et aider les gens », comme le dit sans rire Macron. Alors, quand le mépris du patronat et du gouvernement deviennent insupportable, que la colère sociale explose et se solde par une séquestration ou une chemise arrachée, on nous parle de violence. Mais quand des dizaines et des dizaines de salariés sont jetés comme des kleenex, privés des moyens de vivre pour satisfaire encore et encore la quête de profit du patronat, il ne s'agirait plus de violence, mais d'une réponse raisonnable et raisonnée à la crise ?

Il est temps de faire payer le gouvernement

Depuis 2012, c'est à un véritable jeu de massacre social auquel se livre Hollande et ses gouvernements. Leur guerre contre les travailleurs et les classes populaires, ils la mènent sur tous les fronts.

Sur le front militaire : au Mali, en Centrafrique, en Irak, en Syrie, et probablement demain en Libye.

Sur le front social, en France, c'est l'accentuation de la régression sociale tous azimuts qu'illustrent les projets de mise à mort du Code du travail et d'inscription dans la Constitution de l'état d'urgence permanent et de la déchéance de la nationalité française.

Ne plus subir, résister pour que la peur change de camp

Pourtant, depuis plusieurs semaines, entre manifestations du 30 janvier contre l'état d'urgence, grève des fonctionnaires le 26 janvier, bagarre des enseignants contre la réforme des collèges qui se poursuit alors que les décrets sont passés, manifestation en solidarité aux réfugiés de Calais et rassemblements de soutien aux Goodyear, les résistances sont présentes.

Mais on ne peut pas en rester à des luttes dispersées, à avoir la « journée d'action » des fonctionnaires, puis celle des salariés victimes de la répression, puis celles celui contre l'état d'urgence. Il est urgent d'y aller tous ensemble !

« Tout le monde au même endroit, le même jour, pour la même cause »

C'est l'idée qu'a martelé le leader les Goodyear, pour en finir avec la répression et l'ensemble de la politique gouvernementale. Le secrétaire général de la CGT lui a répondu que « les mobilisations doivent converger et donner du sens à notre slogan « Tous ensemble » ». Alors chiche, de la parole aux actes !

Les mobilisations contre la répression contre les Goodyear, ceux d'Air France, de Ford doivent se coordonner, se renforcer. Et cette lutte contre la criminalisation du mouvement social doit rejoindre les mobilisations contre l'état d'urgence, la déchéance de nationalité et toutes les attaques patronales et gouvernementales. Le seul moyen de se retrouver tous ensemble, dans la rue, en même temps, contre la politique de ce gouvernement.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



EN FRANCE, L'ESPERANCE DE VIE BAISSÉ !

L'Insee a constaté une baisse de l'espérance de vie en France, pour la première fois depuis 1969. D'après les experts, elle serait due à l'épidémie de grippe et à la chaleur. Mais il n'est pas besoin d'être un grand expert pour comprendre qu'avec la précarité croissante, les cadences en hausse, la baisse du remboursement des dépenses de santé, l'explosion de l'utilisation des pesticides et autres substances cancérigènes, il est assez naturel que l'espérance de vie en bonne santé diminue dans les pays développés. La France est en outre passée du 2^{ème} rang en 1995 au 14.

Il ne faut pas nous contenter de constat. C'est bien cette société en recherche de profit maximum pour une minorité qu'il nous faudra renverser.

UNE MAJORITÉ POUR UN PERMIS DE POLLUER !

Les députés européens ont autorisé le 3 février les véhicules diesel à émettre deux fois plus de gaz polluants que ne l'autorisaient les dernières normes. Une décision dictée par un « comité technique » dont personne ne connaît la composition et votée avec 323 pour et 317 contre. Les constructeurs automobiles peuvent ainsi continuer à polluer en paix. Ils ont eu plus de dix ans pour s'adapter mais de logiciels truqués en tests de laboratoire n'ayant rien à voir avec les conditions réelles de circulation, tous les constructeurs se sont assis sur les normes. Pris la main dans le sac, ils ont trouvé pour les aider les mêmes députés qui soutiennent licenciements et course à la productivité. Cette démocratie fonctionne à coups de groupes de pression au service des firmes capitalistes.

Pourtant selon les chiffres officiels, la pollution de l'air cause environ 430.000 décès prématurés par an dans l'Union européenne. Décidément leurs profits valent plus que nos vies !

GOODYEAR, APRES UN VENT DE SOLIDARITE, ON LACHE RIEN !

Près de 180.000 signatures en un temps record. L'indignation face à la répression ignoble qui frappe des salariés de Goodyear, après ceux d' « Air France » ou d'autres se manifeste encore aujourd'hui avec force devant la volonté du pouvoir d'écraser ceux et celles qui osent lutter. Dans la foulée des rassemblements de solidarité qui se sont tenus jeudi dernier 4 février un peu partout en France, on lâche rien ! Et on se prépare pour jour de leur procès en appel.

CONTRE LES 35H , A DAVOS, MACRON PORTE PAROLE DU PATRONAT

Dans ses vœux au monde économique la semaine dernière, Hollande indiquait qu'à l'avenir, des accords d'entreprise pourraient déroger au Code du Travail, notamment en ce qui concerne le nombre et la rémunération des heures supplémentaires.

Estimant sûrement que son boss n'avait pas été assez clair, Macron a vendu la mèche vendredi dernier au milieu du gratin de la finance et des chefs d'Etat réunis à Davos. Les 35h sont dans le collimateur. Il l'a reconnu sans fard, mais en anglais. Explication en français : des accords, majoritaires ou pas, pourraient supprimer toute majoration pour les heures supplémentaires, « cela veut dire que vous pourrez créer plus de flexibilité ».

Travailler plus ou moins par semaine en fonction des besoins du patron, sans payer plus les heures sup. Vieille revendication patronale . Et ils osent nous dire qu'il n'est pas question de toucher aux 35h.

HARO SUR LES ALLOCATIONS CHOMAGE

Après Hollande en janvier, la ministre du Travail El Khomri l'a confirmé, pour redresser les comptes de l'Unedic qui verse les allocations chômage, aucune piste n'est écartée : diminution du montant et de la durée d'indemnisation, dégressivité (baisse progressive du montant des allocations), avec la bénédiction du patronat, du Front National et de Sarkozy. Tous pensent que les chômeurs « profitent » d'un système trop avantageux. Pour les forcer à chercher du boulot il faut que plane la menace de la fin des allocations. L'objectif : contraindre ces millions de fainéants à accepter des emplois de plus en plus précaires et mal payés. Une menace qui concerne aussi ceux et celles qui ont un emploi, soumis au chantage type ce qui s'est passé chez Smart : « soit vous acceptez une baisse de salaires ou une augmentation du temps de travail, soit l'usine ferme ou licencié, et alors vous voyez ce qui vous attend si vous vous retrouvez au chômage ! »

L'IRAN REDEVIENT FREQUENTABLE POUR TOUTES LES FIRMES CAPITALISTES.

L'automobile, les firmes françaises et Hollande ne sont pas en reste. L'Iran, « république islamiste », est pourtant toujours la même dictature cléricale où ce sont des religieux qui contrôlent tout le pouvoir

PSA et Renault se tirent la bourre dans cette course aux contrats. Il devrait se vendre dans quatre ans deux millions de voitures neuves en Iran, autant qu'en France. PSA a pris une longueur d'avance, annonçant avec la firme iranienne Khodro la construction d'une usine qui produira sur place jusqu'à 200 000 véhicules de la marque Peugeot. Et Renault compte produire des Logan avec la même firme iranienne Khodros.

Les capitalistes se moquent des droits et des frontières lorsqu'il s'agit de leurs marchandises et de leurs profits. En Iran notre solidarité doit aller vers les ouvriers des usines automobiles de la firme Khordos qui ont plusieurs fois ces dernières années mené des grèves massives pour leur salaire et leur dignité.

MARINE LE PEN ET L'AFFAIRE CAHUZAC : L'ARROSEUR ARROSE

En 2013, Cahuzac – ce ministre du budget soi-disant champion de la lutte contre l'évasion fiscale – est contraint de démissionner, après avoir nié l'existence de son compte en Suisse, fraude fiscale à la clé. Marine Le Pen joue alors les vertueuses en fustigeant tous ces « dirigeants politiques, jusqu'au plus haut niveau de l'Etat, condamnés, mis en examen, mis en cause dans des affaires de plus en plus graves ». Manque de bol pour elle, on a appris depuis que c'est un de ses proches – Philippe Peninque – qui avait ouvert le compte de Cahuzac en Suisse.

Et ce n'est pas tout. En septembre 2015, le Front National a été mis en examen pour soupçon de magouilles et complicité d'escroquerie en matière de financement du parti. Et depuis décembre 2015, Marine Le Pen et son père font eux-mêmes l'objet d'une enquête judiciaire pour trucage dans leurs déclarations de patrimoine comme députés européens. Marine Le Pen est-elle vraiment bien placée pour dénoncer les magouilles des autres ?

**Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**